HAL
open science

La lutte contre la corruption en Roumanie, un éternel recommencement ?

Vincent Henry

To cite this version:

Vincent Henry. La lutte contre la corruption en Roumanie, un éternel recommencement ? . 2017. hal-01494142

HAL Id: hal-01494142

https://hal.science/hal-01494142v1

Submitted on 22 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La version originale de ce texte a été publiée par l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques le 17 mars 2017, elle est disponible sur le site de l'IRIS http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/03/Note-de-lIRIS-Roumanie-VH-mars-2017.pdf

La lutte contre la corruption en Roumanie, un éternel recommencement ?

Les dix ans de l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne ont été célébrés d'une façon inattendue. Sous le regard de la presse du monde entier, des centaines de milliers de Roumains se sont opposés pendant des jours à la volonté de leurs gouvernants d'affaiblir les instruments de lutte contre la corruption. Avec calme, détermination et beaucoup d'humour, ces citoyens ont magistralement réaffirmé leur attachement à l'Etat de Droit, aux valeurs démocratiques et à l'Europe. En ce sombre début d'année, au cœur d'une région qui semble tentée par d'autres chemins, la rue roumaine rallume l'espoir. La sympathie que suscite ce mouvement ne doit toutefois pas verser dans un optimisme exagéré. Les évènements de cet hiver ne constituent que le dernier épisode d'une crise politique profonde ponctuée depuis des années par les manifestations contre la corruption.

Quelle corruption ?

L'ampleur inédite de la réaction citoyenne des Roumains a attiré l'attention des médias internationaux mais cet engouement inhabituel s'explique également par l'inquiétude partagée face à un enjeu de société qui dépasse largement les frontières de ce pays. Toutefois, si la corruption est un phénomène global, elle s'inscrit toujours dans une histoire et un contexte particulier.

La corruption en Roumanie est un phénomène difficile à appréhender qui dépasse largement l'image d'Epinal du billet discrètement glissé à l'attention du représentant d'une administration. C'est un terme générique qui peut inclure des actes délictueux très divers mais c'est aussi un mode de fonctionnement, bien antérieur à l'époque communiste auquel il est souvent associé. Le phénomène est tellement ancré qu'il est souvent difficile de l'identifier et de le délimiter.

Au quotidien, s'ils ont à faire à une administration ou doivent se rendre à l'hôpital les premières questions que se poseront de très nombreux Roumains ne sont pas «Comment faire?» ou «Quelle procédure suivre?» mais bien «Qui est-ce je connais?» ou «De qui puis-je me recommander?».

Dans la très grande majorité des cas, il n'y aura ni échange d'argent, ni cadeau. Ce mode de fonctionnement crée néanmoins un réseau de liens informels se concrétisant en autant de services à rendre, un jour, aux uns ou aux autres. Pour beaucoup, il n'y a rien de répréhensible dans ces pratiques. Elles constitueraient un moyen «humain» d'apporter une réponse efficace à un problème sans passer par des règles jugées obscures, instables et imposée par un Etat dans lequel on a traditionnellement peu confiance. Elles tendent malheureusement à exclure ceux qui n'ont pas de capital social car ils n'ont rien à proposer et permet à contrario tous les abus pour ceux qui sont hauts placés.

Ce fonctionnement peut donc devenir quasiment féodal. On peut l'observer dans les petites communautés, dans les départements ruraux dépendant largement du budget public où peut régner un «baron local». Elu tout puissant, il s'occupe des nominations et de la répartition des fonds publics en fonction de l'allégeance politique de ces administrés. Il peut s'imposer au sein de son parti par le nombre de voix qu'il ramène lors d'élections générales. Si ce parti accède au pouvoir, il obtient l'accès à plus de fonds pour sa communauté ou pour lui-même. Plus il a contribué à la victoire du parti, plus les portes s'ouvrent devant lui. Liviu Dragnea, actuel leader du Parti Social-Démocrate (PSD) au pouvoir en est l'exemple presque caricatural[1]. Les partis politiques contribuent donc largement à

[1] Cf. Mirel Bran http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/06/liviu-dragnea-le-visage-de-la-corruption-roumaine_5075212_3214.html

pérenniser ce système. L'accès à des responsabilités électives permet de démettre et de nommer les agents publics en fonction de leurs affiliations. Les nouveaux nommés sont évidemment redevables à ceux qui les ont placés, ainsi se perpétue un système de relations non écrites, codifiées par les habitudes...Ce fonctionnement concerne de très nombreuses administrations et institutions, l'exemple le plus brûlant est celui du système hospitalier, souvent jugé complètement opaque et presque impossible à réformer.

Dans son ouvrage «Pourquoi la Roumanie est différente»[2] l'historien Lucian Boia propose une explication de la persistance de ces comportements : Dès sa création comme nation moderne, la Roumanie aurait toujours fonctionné selon deux standards parallèles. Tournée vers l'Europe, cosmopolite et ouverte aux nouveautés d'un côté, traditionaliste, fermée et attachée à un mode de relations informelles et claniques de l'autre. La question de la corruption a toujours occupé une place centrale dans le débat public en Roumanie, indifféremment du type de régime en place. Au début du XXe siècle, Titu Maiorescu[3] déplorait la «forme sans fond» d'un pays qui aurait adopté formellement les règles et structures des nations modernes sans volonté de s'y conformer, n'y même d'en comprendre l'esprit.

Lutter contre la corruption en Roumanie ce n'est pas seulement sanctionner des écarts à la loi ou punir des comportements déviants. C'est une affirmation culturelle, un choix de civilisation. La lutte contre la corruption est perçue comme une «européanisation» de la société, une transformation historique.

Vrem o ţara ca afară/Nous voulons un pays comme les autres.

Pour sortir des années troubles qui suivirent la révolution de 1989, la Roumanie se fixa comme objectif le rapprochement puis l'intégration dans les structures dites «euro-atlantiques»; l'OTAN qui assurait une stabilité géostratégique mais surtout l'Union Européenne qui offrait un modèle de société et une promesse de prospérité. L'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne doit beaucoup au Premier ministre Adrian Nastase[4]. Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Pendant que son gouvernement se chargeait d'adopter l'acquis communautaire et les normes de l'Etat de droit, Nastase et ses proches mettaient le pays en coupe réglée à leur profit et à celui de leur tout puissant parti, le Parti Social-Démocrate (PSD). En 2004, au faîte de sa puissance, le Premier ministre est candidat aux élections présidentielles. Contre toute attente, il les perd face au candidat de centre-droit Traian Basescu qui se fait élire sur la promesse de lutter contre le système corrompu mis en place par Nastase. Beaucoup voit en Basescu la possibilité d'un vrai changement de société et d'un pouvoir transparent.

En ce milieu des années 2000, la corruption est le principal obstacle à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union Européenne. Bucarest et Sofia acceptent l'aide de Bruxelles sur la question. Elles se soumettent au Mécanisme de Coopération et Vérification (MCV) qui permet de suivre la mise en place d'un système judiciaire indépendant et efficace.

Dans cette optique, une politique volontaire est initiée par la ministre de la Justice, Monica Macovei. Elle crée la polémique en critiquant l'activité du Service Indépendant de Protection et d'Anti-corruption (SIPA)[5], une institution qui relève alors des services de renseignement. Le SIPA est au cœur de graves scandales, il est critiqué pour l'opacité de ces méthodes et accusé d'être une arme politique plus qu'un instrument de justice. Monica Macovei renforce une autre structure ; la Direction Nationale Anti-corruption (DNA) qui dépend du parquet. Elle créée également d'autres institutions comme le Département des enquêtes sur la criminalité et le terrorisme (DIICOT) ou l'Agence Nationale d'Intégrité (ANI).

---

[2] « De ce este Romania altfel ? » Editions Humanitas. Bucarest. 2012. Non traduit en français.
[3] Titu Maiorescu (1840-1917), homme politique et philosophe.
[4] Premier ministre entre 2000 et 2004, il est en même temps président du PSD (jusqu'en 2005).
[5] Créé en 1991, puis réformé en 1997 lorsque la lutte contre la corruption devient officiellement un objectif prioritaire pour le gouvernement.

De jeunes magistrats commencent à faire parler d'eux ; Daniel Morar, le directeur de la DNA ou la jeune procureure générale, Laura Codruța Kövesi qui deviendra directrice de la DNA en 2013.

Laura Codruța Kövesi va devenir assez rapidement une figure centrale de la vie publique roumaine. Saluée par les partenaires internationaux, adulée par les uns mais aussi crainte et détestée par de nombreux autres[6]. Les réformes des instruments de lutte contre la corruption permettent d'obtenir rapidement des résultats spectaculaires.

La grande lessive.

Plus surveillée, plus pénalisée, la petite corruption régresse sensiblement mais la lutte ne s'arrête pas au bas de la pyramide. Sur le terrain de la grande corruption, fréquemment alimentée depuis le début de la décennie par l'arrivée massive de capitaux, d'investissements étrangers puis par celles des fonds européens[7], les effets du travail des juges se font également peu à peu sentir. En 2007, une des premières personnalités inquiétées n'est autre qu'Adrian Nastase. Il sera définitivement arrêté et condamné en 2012. Avec Nastase, une grande partie de «l'élite» des années de transition se voit obligée de répondre de ses actions devant la DNA. La liste des condamnés laisse songeur : Ministres, maires de grandes villes, parlementaires, directeurs d'hôpitaux, magistrats, hommes d'affaires, patrons de trusts médiatiques, directeurs de clubs de football etc.

L'année 2012 est marquée par la chute de deux gouvernements et un renversement d'alliance parlementaire qui porte le social-démocrate Victor Ponta au poste de Premier ministre. L'action de la DNA suit son cours et tous les camps sont concernés. L'entourage et les alliés du président Basescu commencent à être sérieusement menacés tandis que le PSD est toujours dans la tourmente.

Le nombre d'incarcérations augmente sans cesse. La classe politique s'inquiète brusquement des conditions de vie des prisonniers et des sanctions que la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pourrait infliger à la Roumanie. Un projet de loi d'amnisties massives et de réductions de peines est élaboré, il propose aussi une redéfinition de la notion de conflit d'intérêt. Un des initiateurs du projet, Nicolas Paun, déclare : « Il n'est pas nécessaire de construire d'autres prisons, mieux vaut construire des écoles et des hôpitaux ». Le projet suscite une vive hostilité. La société civile[8] ne croit pas à ces nouvelles préoccupations humanistes, elle est convaincue que les parlementaires veulent d'abord se protéger des rigueurs de la loi. Dans la nuit du 10 décembre, les députés votent pourtant massivement le projet de loi[9]. C'est le « mardi noir » qui enflamme la presse et les réseaux sociaux. Devant le tollé général, Victor Ponta hésite. La loi renvoyée devant la Cour Constitutionnelle sera définitivement rejetée en 2016. La réaction des citoyens apporte une première fois une aide majeure à la lutte contre la corruption.

Pour réaffirmer son bon fonctionnement et se protéger, la justice se met de plus en plus en scène et s'appuie sur les médias : Les arrestations télévisées du redouté Adrian Nastase, de l'extravagant Gigi Becali[10], du sulfureux Dan Voiculescu[11] ou de la décriée Elena Udrea[12] sont, pour de nombreux Roumains, autant de vengeances presque personnelles contre les figures d'un trouble période de transition. Une période difficile où le devant de la scène était souvent occupée par des politiciens sans scrupules, d'obscurs cadres de l'ancien régime reconvertis, des aventuriers et des imposteurs arrogants. Ce jeu de massacre a souvent été perçu comme la garantie d'un retour à la normalité mais le nombre d'arrestations et de dossiers en cours montre que l'étendue du mal, sa complexité, son ambiguïté.

---

[6] Cf. Mirel Bran ; http://www.lepoint.fr/monde/roumanie-la-femme-qui-fait-trembler-les-politiques-10-02-2017-2103746_24.php

[7] Une condamnation définitive prononcée sur 10 en 2017 concerne une fraude aux fonds européens (Source Ziarul Financiar).

[8] Déjà très mobilisée contre le gouvernement à propos du projet minier controversé de Rosia Montana.

[9] Un des principaux acteurs de ce coup de force est le député PSD Florin Iordache, futur ministre de la Justice du gouvernement Grindeanu.

[10] Magnat de l'immobilier et propriétaire du club de football, Steaua Bucarest.

[11] Homme politique et homme d'affaires, fondateur du parti conservateur, il est également propriétaire d'un grand trust media, Intact.

[12] Ministre du tourisme de Traian Basescu, elle était désignée comme son héritière politique.

La campagne présidentielle de 2014 : Un choix moral.

La lutte anti-corruption est une nouvelle fois cœur des débats de la campagne présidentielle de l'automne 2014. Le Premier ministre Victor Ponta part largement favori. La croissance repart après la crise de 2008-2009 et la multiplication des candidatures nuit à son principal concurrent, le candidat du Parti National libéral (PNL), Klaus Iohannis. Au début de la campagne, le PNL fait piètre figure. Il n'a guère de politique alternative à proposer puisqu'il sort d'un gouvernement de coalition avec le PSD[13]…

Pour Victor Ponta, le principal problème est ailleurs. Ses proches sont inculpés les uns après les autres[14] et il est lui-même dans le viseur de la DNA.

En réaction, le PSD s'attaque au fonctionnement de la justice. Elle est accusée de se complaire dans le spectacle, d'utiliser des méthodes expéditives et de répondre à des commandes politiques. Quelques éléments de langage deviennent récurrents : « Plus personne n'ose prendre la moindre décision de peur d'être accusé », « La DNA est plus à l'écoute des ambassades qu'à celle de la démocratie ». Une petite musique nationaliste et anti-européenne commence à se faire entendre. Pour Victor Ponta il faut être « Fiers d'être Roumains »[15] quitte peut-être à accepter certaines spécificités juridiques...
Or, c'est bien la question de l'honnêteté en politique qui va trancher les débats.

Face à Victor Ponta, Klaus Iohannis, ancien maire de Sibiu, se présente comme un bon gestionnaire, un homme probe et efficace. Son appartenance à la minorité allemande renforce de façon fantasmatique cette image d' « occidental ». Par contraste, Ponta va symboliser, « l'oriental », le politicien affairiste cherchant à échapper à la loi. Au soir du premier tour, le Premier ministre est en tête mais il est accusé d'avoir compliqué le vote d'un électorat traditionnellement défavorable au PSD, celui des Roumains de l'étranger. L'affaire du vote de la diaspora provoque des manifestations massives. Les choix idéologiques, les programmes n'ont plus d'importance. Pour le sociologue Florin Poenaru, le choix entre Victor Ponta et Klaus Iohannis n'est pas politique, il est culturel. Les protestations vont faire basculer le scrutin. Le nom de Ponta est hué, celui de Kovesi acclamé, Iohannis et son parti sont presque anecdotiques.

Un slogan résonne dans les rues « Que la DNA vienne et vous emporte». Le 16 novembre, Victor Ponta perd les élections.

Coruptia ucide/ La corruption tue.

Malgré sa défaite cuisante et les enquêtes qui le visent, Victor Ponta reste à la tête du gouvernement. Le PSD détient la majorité au Parlement avec un parti allié, l'Union Nationale pour le Progrès de la Roumanie (UNPR). Les deux alliés développent leur nouvelle rhétorique, celle d'un nationalisme identitaire. Sur ce thème, le président de l'UNPR et ministre de l'Intérieur Gabriel Oprea est en pointe.

Las, le ministre de l'Intérieur n'apprécie pas les embouteillages proverbiaux de Bucarest et tend à abuser des escortes officielles. Lors d'un déplacement nocturne de Gabriel Oprea, un motard de la police chute et se tue[16]. Le scandale est énorme et le gouvernement tremble. Quelques semaines seulement après cet accident, une autre tragédie va frapper le pays. Le 30 octobre 2015, un incendie se déclare lors d'un concert dans une boîte de nuit de Bucarest, le Colectiv. Le premier bilan est terrible 27 personnes sont mortes, il y a des centaines de blessés. Malgré, leur dévouement, les premiers secours, mal coordonnés, font difficilement face à la situation. Mal équipés, les hôpitaux n'arrivent pas à soigner dans de bonnes conditions les cas les plus graves. Les blessés les plus

[13] La coalition USL créée en opposition au président Basescu.
[14] Dont l'éminence grise du PSD, Viorel Hrebenciuc.
[15] Slogan de sa campagne
[16] En mars 2016, l'enquête conclut à un usage abusif de la colonne officielle. Oprea est inculpé d'abus d'autorité et d'homicide involontaire.

chanceux seront évacués à l'étranger, d'autres mourront d'infections dans les hôpitaux de Bucarest, les jours et les semaines qui suivent l'incendie sont marqués par l'annonce lugubre du décès des victimes, 64 au total. L'enquête montre que le club ne respectait pas les règles de sécurité les plus élémentaires. Le «système» mélange d'incompétence, de petits arrangements et de négligence a encore frappé. C'est un traumatisme national, des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue. Un nouveau slogan domine « La corruption tue »[17].

Victor Ponta présente sa démission et celle de son gouvernement. Pour calmer la colère de la rue, une solution de compromis politique est trouvée ; L'ancien commissaire européen à l'agriculture, Dacian Ciolos est nommé Premier ministre et forme un gouvernement « technocrate » et « apolitique ».

Son gouvernement est jugé sérieux et son travail est assez largement salué. Incontestablement, Dacian Ciolos amène une autre façon de gouverner qui participe à une forme d'apaisement. Discret, il essaye de garder une neutralité calme dans un pays où politique rime souvent avec spectacle et déclarations fracassantes. Il se lance dans des projets de réforme de l'administration, de simplification de la bureaucratie. Le gouvernement Ciolos rassure les partenaires européens et les milieux d'affaires. Il séduit les jeunes urbains qualifiés, ceux qui s'étaient le plus révoltés lors du drame du Colectiv. L'action du gouvernement est moins audible auprès des catégories populaires. Dacian Ciolos est adepte de la « bonne gouvernance » et de la rigueur budgétaire. C'est sa force, ce sera aussi sa faiblesse.

Appuyée par des journalistes d'investigation[18], la croisade anti-corruption se poursuit. Le sort des blessés du Colectiv a attiré l'attention sur un des points noirs de la société roumaine, le système hospitalier. Scandale des désinfectants dilués, gestion népotique de directeurs d'hôpitaux, erreurs médicales, mauvais traitements et exploitation des malades en milieu psychiatrique[19], les affaires se succèdent et donnent des hôpitaux roumains une image de films d'horreur. Ce n'est pas une surprise, patients, médecins et personnel soignant tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Dans cette crise aigüe du service public de santé, les complicités politiques sont nombreuses. Une des dernières mesures du gouvernement Ciolos sera de lancer une réforme du système de nomination des directeurs d'hôpitaux.

Le PSD, un Phoenix politique.

Pendant que le gouvernement travaille, la classe politique prépare une année électorale chargée. Avec des élections locales en juin mais surtout les élections législatives de décembre. Le PSD panse ses plaies et repart à l'attaque. Il obtient de bons résultats aux élections locales en remportant notamment la mairie de Bucarest. En juillet, Liviu Dragnea remplace Victor Ponta à la tête d'un parti en ordre de bataille.

Deux nouveaux partis font leur apparition. L'Alliance des Libéraux et des Démocrates (ALDE) fait du neuf avec du vieux. Le président du Sénat et ancien Premier ministre[20] Calin Popescu-Tariceanu rassemble autour de lui les restes d'un parti en déshérence (le Parti Conservateur) et quelques personnalités désireuses de relancer leur carrière.

L'Union Sauvez la Roumanie » (USR) constitue en revanche une vraie nouveauté. Elle rassemble des nouveaux venus en politique convaincus que l'engagement civique[21] n'est plus suffisant. Ces apprentis politiciens sont réunis par une volonté de bousculer les vieux partis mais leur unité idéologique est très fragile.

---

[17] Cf. *Une société civile sous tension*. http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1632.
[18] Catalin Tolontan devient un spécialiste redouté de la question.
[19] Successivement affaires Condrea/Hexipharma, Florin Secureanu, Gheorghe Burnei et du centre Maciuca.
[20] Il est Premier ministre de Traian Basescu entre 2004 et 2008.
[21] A l'origine de l'USR on trouve une association de défense du patrimoine « Salvati Bucuresti ».

Dans ce paysage mouvant, le PNL semble immobile. Il s'efforce de s'approprier l'image du gouvernement Ciolos mais sa faiblesse devient évidente : Deux ans après les élections présidentielles, sa seule et unique carte reste Klaus Iohannis. Au début de la campagne des législatives, le retour du PSD au pouvoir devient envisageable. Dacian Ciolos sort de sa réserve : Il refuse de s'engager directement mais annonce qu'il serait disposé à rester en poste avec une majorité formée par le PNL et le nouveau parti en vogue l'USR.

Pendant que le PNL balbutie sa campagne, le PSD prouve qu'il est toujours le parti le mieux structuré et le plus à même de s'adapter à l'air du temps. Le PSD a d'abord son public fidélisé grâce à son implantation locale, dans la plupart des régions rurales, dans les petites villes notamment, un fonctionnement clientéliste régulièrement dénoncé par ses adversaires. Plus largement, les sociaux-démocrates savent s'adresser aux catégories oubliées. Quand le gouvernement Ciolos et le PNL portent au pinacle les entrepreneurs, les as de l'informatique, les créatifs, les chercheurs et autres créateurs de richesse, le PSD parlent aux plus modestes, employés et ouvriers payés au salaire minimum, retraités, petits fonctionnaires. A ce positionnement somme toute attendu, le PSD ajoute une nouveauté en jouant de plus en plus ouvertement la carte nationaliste et anti-européenne. Au cours de la campagne, on laisse même les seconds couteaux du parti et les chaînes de télévision acquises à sa cause dériver en s'en prenant ouvertement à Ciolos et à son gouvernement désigné comme vendu aux « intérêts de l'étranger » voire glisser franchement vers le complotisme en reprenant l'antienne anti-Soros à la mode dans la région.

Les résultats de cette campagne désolante sont sans appel. L'abstention massive offre au PSD une large victoire avec 43% des voix. Le PNL subit une défaite sévère, il apparait comme un parti ankylosé, dépassé, provincial. Sa morgue et ses pratiques que beaucoup jugent peu différentes de celles de son grand rival poussent une partie de son électorat cible vers l'USR qui réussit son entrée en scène. Allié à l'ALDE, le PSD obtient la majorité au parlement, elle est confortée par la neutralité de l'Union Démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) qui réunit ses 6% habituels de vote « ethnique ».

La Roumanie se retrouve donc plongée dans un nouvel épisode de cohabitation houleuse.

Le président de la chambre des députés et président du PSD, Liviu Dragnea, est le grand artisan de la victoire. Il souhaite devenir Premier ministre. Dragnea a cependant un handicap, il est condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, il est en outre menacé par un autre procès dans une affaire d'emploi fictif[22]. Sa situation judiciaire compromet donc ses ambitions et Klaus Iohannis le lui rappelle sans ménagement.

Dragnea est contraint de trouver un remplaçant. Une première proposition est avancée en la personne de madame Sevil Shaidehh. Elle est rejetée par le président sans explication claire. On suppute des questions de « sécurité nationale » mais la principale raison est sans doute sa grande proximité avec Liviu Dragnea. Le leader du PSD menace de lancer une procédure de destitution à l'encontre du président avant de proposer un second candidat, Sorin Grindeanu. La nouvelle proposition est acceptée de mauvaise grâce. Grindeanu présente son gouvernement le 3 janvier. Le principal critère de sélection des membres du cabinet semble être la fidélité à Dragnea. Les prestations des nouveaux ministres devant les commissions parlementaires sont mauvaises. Une partie de l'opinion publique commence à grincer des dents. Klaus Iohannis se moque publiquement des promesses très généreuses du nouvel exécutif mais le PSD a bien repris le pouvoir[23].

---

[22] Des permanentes du PSD auraient été rémunérées sur le budget du département dont il présidait le conseil général.

[23] Sur la campagne des législatives de 2016 : http://www.courrierdesbalkans.fr/blog-o-roumanie-au-sortir-des-legislatives-le-systeme-contre-attaque-par-vincent-henry.

Un polar pour l'hiver.

Pendant que la présidence et la nouvelle majorité parlementaire se chicanent sur la nomination du Premier ministre et sur les conséquences économiques des promesses électorales, une toute autre partie commence à se jouer.

Fin décembre, marque le début d'une de ces télénovelas politiques dont la Roumanie a le secret. Elle a pour personnage principal Sebastian Ghiță. Homme d'affaire, directeur d'une chaîne d'information, agent de renseignement et ancien député PSD il est accusé de corruption, de chantage, de diffusion d'informations confidentielles, de blanchiment d'argent et de trafic d'influence. Dans l'attente de son procès, il est sous contrôle judiciaire. Peu avant Noël, il échappe à la surveillance de la police, dans des circonstances encore non expliquées et disparaît. Par l'intermédiaire de la télévision qu'il contrôle, Romania TV, il se permet de faire des « révélations ».Ghiță dénonce des procédures judiciaires menées grâce à une coopération permanente entre le Service Roumain d'Information (SRI) et la DNA. Il évoque une justice politique ayant des dossiers sur tout le monde et pouvant les utiliser quand bon lui semble. Il s'en prend à Laura Codruța Kövesi et au directeur-adjoint du SRI, Florian Coldea déclarant avoir collaboré étroitement avec eux. Codruța Kövesi nie connaître personnellement le fuyard. Ghiță fait publier des photographies le montrant en vacances en compagnie de Florian Coldea et de sa famille. La fin du feuilleton s'arrête avec la démission de Coldea. Sebastian Ghiță disparaît des écrans et reste introuvable.

Ces révélations mises en scène sont celles d'un homme traqué au passé douteux mais elles remettent en lumière le vieux débat sur l'existence d'une justice politique surmédiatisée. Elle rappelle également l'avertissement de l'association des juges qui dénonçait au printemps 2016 les liaisons dangereuses des services secrets et du parquet ainsi que l'inflation du nombre d'enquêtes en cours. Le retour de ces questions dans le débat public est très opportun pour les élus du PSD et d'ALDE qui n'ont de cesse de dénoncer le pouvoir des juges sur une Roumanie « conduite par les menottes ».

Altă întrebare? /Autre question ?

Après l'annonce de quelques mesures sociales, le gouvernement n'attend guère pour mettre la justice au premier plan de ses préoccupations. Le ministre de la Justice, Florin Iordache commence à évoquer des problèmes non réglés pour expliquer prudemment sa volonté de légiférer. Il rappelle que la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pourrait sanctionner la Roumanie pour ses mauvaises conditions de détention[24]. Il rappelle également que la Cour Constitutionnelle a sollicité des modifications du Code Pénal, notamment une meilleure définition du délit d' « abus en service » (une notion très large qui équivaudrait en droit français aux délits d'abus d'autorité, d'abus de pouvoir, de concussion ou de conflit d'intérêt).

Les opposants au PSD soupçonnent immédiatement une volonté du gouvernement de protéger Liviu Dragnea et Catalin Popescu-Tariceanu des procès qui les menacent, le spectre du « mardi noir » resurgit.

Le président Iohannis intervient personnellement au conseil des ministres. Il se permet un rappel à l'ordre : La lutte anti-corruption est un objectif national. Dans la rue, la grogne monte, les premières manifestations ont lieu dans les grandes villes, elles réunissent plusieurs dizaines de milliers de personnes, le président lui-même se joint brièvement à la foule. Etonnante coïncidence, le 27 janvier, la Commission Européenne présente son rapport sur les avancées de la Roumanie dans le cadre du mécanisme de coopération et vérification[25]. Le rapport salue les efforts accomplis mais avertit

[24] La Roumanie est fréquemment dénoncée auprès de la CEDH pour ses conditions d'emprisonnement; les plaintes récentes ont souvent été rédigées par des personnalités politiques incarcérées.
[25] Cf. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-152_fr.htm

clairement que toute modification législative susceptible d'affaiblir la DNA pourrait compromettre les résultats obtenus. Par tous les canaux, le message est clair. La lutte contre la corruption n'est pas négociable.

Le gouvernement assure que son projet ne nuira en rien à cet objectif. Pour répondre aux sceptiques, il organise un simulacre de consultation publique le 30 janvier. Le lendemain en dépit de tous les avertissements, il tente le passage en force.

Ce mardi 31 janvier, l'agenda officiel porte sur le budget à adopter, il est source de débats vigoureux. Dans la journée, les rumeurs courent pourtant sur un autre sujet, l'imminence d'une ordonnance d'urgence modifiant le code pénal. Vers 21h30, le ministre de la Justice convoque la presse. En direct sur toutes les chaînes de télévision, à la fois apeuré et agressif, il promulgue une ordonnance d'urgence censée répondre aux demandes de la Cour Constitutionnelle et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Il prend soin de préciser qu'elle ne concerne « ni les violeurs, ni les assassins », cela ne suffit pas pour rassurer. A la fin de son intervention, le ministre coupe court à toutes les interrogations des journalistes par un tranchant « Autre question ? » en guise de toute réponse. L'expression mécanique allait devenir un leitmotiv pour les slogans des protestataires. Probablement jeté dans l'arène par Liviu Dragnea, Florin Iordache vient de mettre le feu aux poudres.

Le contenu de l'ordonnance justifie toutes les craintes. L'abus en service ne peut plus être considéré comme un délit si le préjudice causé est inférieur à 45 000 euros. L'ordonnance complique également les signalements d'affaires datant de plus de six mois. Elle abaisse la durée des peines en cours pour les condamnés pour corruption, abus de pouvoir et trafic d'influence et propose l'amnistie des détenus de plus de soixante ans. Quelques heures plus tard, l'« Ordonnance 13 »est publiée au Journal Officiel, en pleine nuit. Pour la plupart des observateurs il est évident que certaines mesures sont spécialement conçues pour protéger des hommes politiques accusés (dont Liviu Dragnea et Calin Popescu-Tariceanu), alléger les peines ou libérer ceux qui sont déjà condamnés. Très vite des listes de bénéficiaires potentiels sont diffusées. Elles sont longues et comprennent de nombreux noms de sinistre mémoire. Un rejet par la Cour Constitutionnelle semble alors le seul espoir restant.

Les réseaux sociaux s'enflamment. Moins d'une heure après l'intervention maladroite du ministre de la justice des dizaines de milliers de personnes sont dans les rues des grandes villes. Le lendemain, ils sont des centaines de milliers dans tout le pays. A Bucarest, quelques affrontements éclatent entre certains «manifestants»[26] et les gendarmes.

Le PSD ne s'attendait visiblement à une réaction d'une telle ampleur, il joue la bonne foi offusquée. Sur les chaînes de télévision pro-gouvernementales[27] les invités défilent et s'emballent. On y parle de coup d'état, on y dénonce pêle-mêle l'influence néfaste de Soros, les ambassades occidentales, les multinationales, l'« instigateur » Iohannis, tous désireux de « voler le vote des Roumains ». Un ancien responsable de la police affirme qu'en dernière instance tirer sur la foule serait légitime. La rhétorique employée semble ramener le pays 25 ans en arrière.

Timidement, certaines institutions se rapprochent des protestataires. L'avocat du peuple accepte de de porter l'ordonnance devant la Cour Constitutionnelle. A la surprise générale, l'église orthodoxe roumaine intervient pour rappeler l'importance de la lutte contre la corruption. Le nombre de participants aux manifestations croît chaque soir. Le jeudi 2 février, le gouvernement fait encore mine de tenir, certains leaders du PSD envisagent une contre-manifestation. Dans une région où les tendances autoritaristes renaissent, certains commencent à redouter une *erdoganisation* du pouvoir.

La contestation s'organise de mieux en mieux et s'étend même aux petites villes. Le gouvernement

[26] Des groupes de supporters de football, la raison de leur présence et leurs motivations posant question.
[27] Romania TV et Antena 3 notamment.

recule, le samedi 4, il annonce vouloir abroger l'ordonnance ce qu'il fait effectivement le lendemain. Cela n'empêche pas la plus grande manifestation de l'histoire de la Roumanie moderne, plus de 600000 manifestants dont 300 000 à Bucarest[28]. La presse du monde entier titre sur les événements de Roumanie, les partenaires extérieurs du pays prennent fait et cause pour les manifestants. Pour la coalition gouvernementale, le choc est rude...

Des contre-manifestations ont lieu devant la présidence ; quelques milliers de personnes souvent âgées contestent les prises de position du président, reprochent aux manifestants d'être manipulés et d'empêcher l'action du gouvernement élu. Des ministres et des parlementaires profèrent des menaces d'amendes contre ceux qui ont manifesté avec des enfants, contre ceux qui ont utilisé des lasers pour projeter des slogans. Ils dénoncent l'implication des multinationales, cherchent désespérément les « leaders » du mouvement. Calin Popescu-Tariceanu critique la pression européenne et vante les *modèles* polonais ou britannique pour avoir su garder leur souveraineté. Autant de déclaration vite tournées en dérision qui montrent des élus enfermés dans des schémas mentaux des années 90, bloqués dans une époque révolue où le politique tenait toutes les ficelles. Le PSD semble incapable de comprendre que la société a profondément changé. Ses relais médiatiques sont condamnés pour le défendre à ressasser un mélange de complotisme de couloir hérité de Ceaucescu et d'aberrations 2.0.

Ce facem, dragi mei, ce facem ? Que faisons-nous chers amis, que faisons-nous ? [29]

Dans un discours d'une impitoyable ironie et sans faire grand cas de son rôle d'arbitre, Klaus Iohannis s'adresse au parlement. Il insiste sur la crise que traverse le pays. Il envisage une démission du gouvernement mais exclut des élections anticipées. Le PSD est appelé à gouverner, correctement, en faveur du pays. Furieux, les députés de la majorité quittent la salle. Leurs chefs restent et encaissent les coups d'un président renforcé par ce long épisode.

Le PSD et l'ALDE se retrouvent contraints de gouverner dans un énorme climat de défiance. Liviu Dragnea et Calin Popescu-Tariceanu sont fragilisés et toujours menacés par leurs prochains procès. Pour leurs détracteurs, y échapper constituait pourtant leur seul projet. Au sein du parti social-démocrate des voix dissonantes se font entendre. Les relations au sein de la coalition se tendent, le ministre de la Justice est contraint à une piteuse démission.

Le coup de force a viré au désastre. Pour de nombreux citoyens, toute tentative d'entrave au processus d'assainissement de la vie publique est une ligne rouge absolue. Le gouvernement a franchi cette ligne de façon grossière et maladroite provoquant crise de confiance qu'il lui sera difficile de dépasser.

Ce nouvel échec montre clairement le décalage grandissant entre des citoyens de plus en plus critiques et autonomes et une classe politique incapable d'appréhender cette nouvelle donne. En fait, les partis ne sont souvent constitués que de petits entrepreneurs politiques sans idéologie, passant aisément d'une formation à une autre. Ils sont avant tout des collecteurs de voix distribuant les fonds à leurs affiliés et vendant leur influence au plus offrant. La transparence de la vie publique menace leur vision du monde, leur place dans la société.

A cet égard, l'entrée en lice de l'USR est un révélateur intéressant. Les jeunes activistes devenus députés ou sénateurs s'attachent à rendre public le fonctionnement du parlement, les habitudes de ses membres. Lors du discours présidentiel, les députés du PSD quittent la salle ; un député USR, tout à son rêve de transparence, tente alors de les filmer en leur demandant de motiver leur hostilité. Les réactions sont surprenantes ; l'outrecuidant nouveau-venu est bousculé, insulté, presque battu. Cette mise en lumière rappelle celle des centaines de milliers de portables dirigées par les manifestants vers

[28] Parmi eux, ironie de l'histoire, de nombreux étudiants de province ayant bénéficié de la gratuité des billets de train récemment accordée par le gouvernement.
[29] Question adressée aux parlementaires par Klaus Iohannis lors de son discours.

le bâtiment du gouvernement. Dans les deux cas, cela ressemble à un coup de bêche dans une termitière.

Cette victoire de la rue a agi comme un révélateur pour les manifestants : En s'unissant, il est possible de bousculer le « système », de bloquer des décisions iniques, de faire reculer le pouvoir. Les manifestations qui se succèdent depuis quelques années sont une occasion de s'identifier et de se retrouver comme peuple agissant, éclairé. Il est d'ailleurs frappant de voir à quel point la tonalité du mouvement est à la fois ouverte au monde et profondément patriotique. Chez certains, cela confine aussi à une forme d'arrogance ; ils représentent la Roumanie moderne empêchée par les vieillards et les ignorants. Leurs détracteurs s'en prennent régulièrement au narcissisme des « *beaux jeunes gens libres*»[30].

Une question se pose néanmoins : Que faire de cette nouvelle victoire ? Depuis des années, les beaux jeunes gens font périodiquement reculer les gouvernants. Cela n'a pas empêché le parti qui, à tort ou à raison, symbolise le plus le « système » d'accéder au pouvoir pour quatre ans en décembre 2016. Le reste du champ politique est en ruine. Le PNL a assisté en spectateur aux évènements n'ayant jamais été appelé à la rescousse. L'USR semble encore en phase d'apprentissage, l'UDMR attend de voir dans quel sens le vent tourne, les autres partis sont anecdotiques. La victoire de la rue n'a pas les relais nécessaires pour se transformer en pouvoir réel et légal. En 2015, dans une situation similaire un « gouvernement technocrate » avait pu apparaître comme une solution mais elle a montré ses limites.

Dans ce contexte, la seule opposition politique efficace depuis des années est la rue. Contre-pouvoir en dernière instance, la rue est organisée et volontaire mais il n'est pas certain qu'elle soit majoritaire ni que sa victoire soit durable.

Une victoire en trompe l'œil.

Présenter la lutte contre la corruption comme un facteur de rassemblement, c'est malheureusement oublier qu'elle peut également devenir un facteur de division. Cette division est aujourd'hui déplorée fort hypocritement par le gouvernement et ses partisans mais aussi par des institutions comme l'Académie Roumaine[31]. Cette division, les manifestants, qu'ils soient pro ou anti-gouvernement en ont parfaitement conscience.

Les rassemblements en faveur de la lutte contre la corruption sont spontanés et libres. Cela n'empêche pas ceux qui y ont pris part de chercher à créer une image, à valider un récit : On met ainsi en avant la dimension pacifique du mouvement, la place accordée aux enfants pour évoquer une lutte d'avenir, on valorise la créativité qui a parfois donné un étonnant air de fête à ces marches nocturnes. Cette image, même travaillée, correspond à une réalité difficilement contestable qui a fait la force du mouvement. Mais on a également voulu estomper quelques faiblesses. L'insistance avec laquelle ont été mises en avant les participations de personnes âgées ou issues de milieux sociaux modestes voire d'électeurs du PSD déçus marque la volonté de donner une dimension universelle aux manifestations. Cette universalité n'est pas si évidente.

Les modestes contre-manifestations pro-gouvernementales sont beaucoup moins spontanées et fort peu créatives, elles se structurent autour de récits et d'éléments de langage inventés et diffusés par les télévisions qui ont fait obédience. Il y est question de manifestants *rémunérés, manipulés ou contraints par les multinationales* mais on y questionne aussi le pouvoir que la rue s'octroie en s'opposant à la légitimité du vote. Les « manifestations de Cotroceni »[32] réunissent essentiellement

---

[30] *Tinerii frumosi si liberi.* Ce cliché médiatique d'abord flatteur tend à être employé ironiquement aujourd'hui.
[31] Cf. Nicolas Trifon http://www.courrierdesbalkans.fr/roumanie-la-patrie-en-danger-selon-l-academie-et-le-psd
[32] Elles se déroulent devant le palais Cotroceni, le siège de la présidence.

des gens d'un certain âge, souvent de conditions modestes mais, ici aussi, on cherche à mettre en valeur les participants qui sortent de ce schéma.

Les manifestants de Cotroceni ont perdu de de façon écrasante la bataille de l'image mais les considérer comme quantité négligeable serait une erreur.

Roumanie A, Roumanie B.

La plupart des pays d'Europe centrale et orientale souffrent aujourd'hui d'une division assez similaire. Pour la décrire, les Polonais parlent depuis longtemps d'une *Pologne A* s'opposant à une *Pologne B*, à quelques différences près, cette distinction pourrait s'appliquer à la Roumanie[33].

L'intégration dans l'UE l'a transformé radicalement. En dépit d'infrastructures défaillantes, les investissements internationaux se sont multipliés dans tous les domaines. Momentanément, stoppée par la crise de 2009, la croissance économique est redevenue une des plus robustes du continent. Une classe moyenne significative a donc pu prendre forme et a profondément modifié la sociologie du pays. C'est à cette partie de la société que les observateurs internationaux se sont attachés. Pour cette catégorie de citoyens l'évolution de ces dernières années est effectivement synonyme de liberté, d'ouverture au monde, de mieux-être et de perspective d'avenir. Pour eux, la corruption au sens large est bien ce qui tire le pays en arrière.

Ce développement économique et ces transformations se sont faits au prix d'inégalités sociales et géographiques croissantes. L'ouverture à l'Europe a par ailleurs accentué le phénomène de la migration ce qui tend à montrer que le boom économique roumain n'est pas en mesure de combler tout le monde. La Roumanie compte plus de 45% de sa population en zone rurale où infrastructures et accès aux services publics sont notoirement déficients. Le salaire moyen est un des plus bas d'Europe et 25% de sa population vit encore sous le seuil de pauvreté[34], fait aggravé par un très faible niveau de dépenses sociales. Cette *Roumanie B* peu adaptée aux évolutions sociales en cours développe de plus en plus une tendance au repli sur elle-même et sur ses « valeurs ».

Elle souffre bien évidemment de la corruption mais il existe pour elle des priorités plus immédiates, des réalités plus tangibles que le bon fonctionnement de l'Etat de droit. Pour une bonne partie de la population, l'augmentation du salaire minimum, du montant des retraites ou des aides sociales, la mise en place d'un impôt sur le revenu progressif sont des mesures susceptibles d'améliorer leur quotidien. C'est parce qu'il s'est engagé à mener une telle politique que le PSD, en dépit des soupçons qui pesait sur lui, a remporté les élections et c'est pour cela qu'il a encore le soutien d'une grande partie de l'électorat[35].

Faire une corrélation stricte entre les catégories défavorisées et/ou âgées et le vote pour le PSD est un cliché un peu facile car il existe dans tous les milieux et dans toutes les générations des électeurs ayant un rejet viscéral de ce parti. Le PSD est en outre devenu socialement très conservateur. On peut opter pour lui parce qu'il promeut une forme de nationalisme ou souligne son attachement aux « valeurs orthodoxes ».

On peut également gagner à choisir un parti qui tend à ménager un système clientéliste qui convient à un grand nombre d'individus ou d'entreprises. Pour qu'il y ait des corrompus, il faut aussi des corrupteurs. (Sur ce point, soulignons que des entreprises européennes et américaines n'ont guère hésité à entretenir le système pour augmenter leurs profits ou obtenir des marchés publics).

---

[33] La notion s'appuie en Pologne sur une séparation territoriale historique ayant entraîné une différence de développement économique et social.
[34] Chiffre de la Banque Mondiale en 2013 (calculé en fonction du taux de pauvreté national).
[35] Sur la question sociale dans les manifestations récentes, voir Florent Parmentier https://theconversation.com/les-origines-sociales-des-manifestations-de-masse-en-roumanie-72883

Cet électorat varié est moins séduisant que les « beaux jeunes gens libres » qui ont fait la couverture des journaux. Il ne correspond pas à l'image d'une Roumanie bastion de la démocratie libérale[36] mais il continuera à peser lourd dans la balance. Les derniers sondages d'opinion montrent ainsi qu'en cas d'élections anticipées le PSD reste le premier parti en termes d'intention de vote. Les partis d'opposition n'ont en rien profité des évènements, seul le nombre d'indécis a augmenté considérablement.

L'anti-corruption comme seul horizon ?

On touche là les limites du mouvement de février 2016 ; cette réaction cathartique ne semble pas totalement en mesure de changer les pratiques, elle n'a pu que limiter les abus les plus flagrants. Si l'ordonnance d'urgence a éclaté au nez du gouvernement, cela ne l'empêche pas de multiplier les gestes clientélistes.

En toute discrétion, l'exécutif est revenu sur la réforme de nomination des directeurs d'hôpitaux ou sur celle des directeurs d'établissements scolaires, deux réformes mise sur pied par le gouvernement précédent en vue de privilégier la compétence plus que l'appartenance politique. Le budget alloué aux collectivités locales avantage outrageusement le département d'origine de Liviu Dragnea[37] et désavantage les régions traditionnellement peu enclines au vote PSD[38]. Le Premier ministre a annulé la nomination de la directrice de l'inspection sanitaire mais il a fallu pour cela que la presse révèle sa mise en accusation dans 19 affaires de corruption.

L'ordonnance 13 a été abrogée mais un projet de loi similaire sera présenté au Parlement. On peut s'attendre à une longue bataille d'amendements mais l'avantage restera logiquement à la majorité sociale-démocrate. Pour son président, la course contre la montre a commencé. Dans ce contexte, des débats sereins sur des sujets aussi importants que les conditions indignes de détention ou les méthodes d'enquête de la Direction Nationale Anti-corruption sont difficilement envisageables. Ils seraient pourtant plus que souhaitables.

Quelques jours après l'abrogation de la néfaste ordonnance 13, Sorin Grindeanu a effectué sa première visite à Bruxelles. Presque sermonné, il a dû y réaffirmer que la lutte contre la corruption était une priorité pour laquelle il sollicitait l'expertise de la Commission Européenne.

Courber la tête devant l'Europe, parer les coups d'une justice survoltée par une partie de l'opinion et ouvertement encouragée de l'extérieur, louvoyer pour sauvegarder ses avantages, voilà ce qui semble être la seule perspective d'une grande partie de la classe politique roumaine. Ce jeu du chat et de la souris vire aujourd'hui au psychodrame car la peur y joue un grand rôle. Peur des dérives du pouvoir et d'un retour en arrière pour les citoyens contre peur de la prison et de la ruine pour les politiciens dans le viseur de la justice.

L'anti-corruption est devenu l'axe central du débat public. Pour de nombreux citoyens, mal représentés, elle est un but en soi, une mystique vengeresse avec son ange exterminateur.

Face à cette colère, les rappels aux règles de fonctionnement de la démocratie représentative n'ont plus d'effet[39]. Pour se protéger de cette tentation robespierriste, de plus en plus d'hommes politiques sont tentés de présenter la lutte contre la corruption comme une manipulation. Elle devient alors instrument de contrôle sur la Roumanie de la part de l'Union Européenne, des entreprises multinationales ou d'un mondialisme fantasmé.
A contrario, pour ceux qui, de façon souvent conjoncturelle, s'en font les fervents défenseurs, la lutte

[36] Cf. http://www.politico.eu/article/romania-progressives-muslim-pm-shhaideh/
[37] Le département de Teleorman, un département rural du sud du pays.
[38] La Transylvanie notamment.
[39] Le président du Sénat, Popescu-Tariceanu ne cesse de rappeler la nécessité de respecter les procédures parlementaires.

contre la corruption est le garant d'un avenir meilleur, d'une libéralisation et d'une « occidentalisation » forcément heureuse.

Les politiques trouvent là d'efficaces moyens de diversion et de division. Si le président Iohannis a annoncé un référendum sur la lutte contre la corruption, la majorité parlementaire en envisage un sur le « respect de la famille traditionnelle »[40]. Modernité politique contre traditionalisme orthodoxe, occidentalisation contre particularisme.

Par ailleurs, tous les partis sont concernés par le phénomène et l'électeur roumain est contraint d'assister presque quotidiennement à un concours de dénonciation des turpitudes des uns et des autres, peu à même de changer l'image de la classe politique.

Un incendie mal éteint

Le mois de mars voit les mouvements de protestation s'étioler alors que les parlementaires de la majorité multiplient les ballons d'essai pour tester les réactions de l'opinion. Des projets de lois pénalisant l' « obstruction de l'ordre constitutionnel » ou relançant l'idée d'une amnistie pour les faits de corruption [41] sont lancés dans l'espace public. Le gouvernement joue la sagesse retrouvée et s'y déclare hostile. Certains rôles changent, Liviu Dragnea se pose en pacificateur, d'autres rôles se confirment. Popescu-Tariceanu se fait plus jamais le défenseur des institutions contre le « populisme ». Victor Ponta, quelque peu marginalisé, tente une percée de plus en plus nette vers un créneau nationaliste et eurosceptique prometteur. Le président Iohannis assure ne pas avoir oublié son idée de référendum, le parti national libéral se prépare à son grand congrès et à ses règlements de compte, des rumeurs de scission courent au sein d'ALDE, Dacian Ciolos évoque le lancement d'un nouveau parti. L'hiver se termine pour la classe politique roumaine qui revient lentement à ses habitudes, jeux d'alliances, intrigues et querelles de personnes.

ET la prochaine crise se profile déjà. Après le retrait de l'ordonnance d'urgence, la Direction Nationale Anticorruption a voulu marquer son succès. Entre le 15 et 20 février, la ministre des relations avec le Parlement, la ministre de l'Intérieur et deux secrétaires d'Etat à la Justice sont convoquées par Codruta Kovesi ; la DNA ouvre une enquête sur les procédures d'adoption de la très controversée ordonnance 13. La justice est-elle allée trop loin ? La Cour Constitutionnelle est saisie par le président du Sénat. Le 10 mars, la Cour rend sa décision ; elle considère que le Parquet a dépassé ses attributions vis-à-vis de l'exécutif. Le nouveau ministre de la justice, Tudorel Toader, évoque de façon voilée la possibilité de sanctionner le procureur général, Augustin Lazar et la directrice de la DNA. Le bras de fer semble appelé à continuer et l'enthousiasme d'une « victoire populaire » contre le « système » s'estompe peu à peu.

La Roumanie connaît une incontestable progression économique et sociale, elle la doit plus à l'énergie et à la volonté de ses citoyens qu'à sa classe dirigeante. Pour poursuivre sur cette voie, elle a néanmoins besoin d'un projet de société global. Le mouvement des citoyens roumains pourrait le faire émerger s'il considère l'ensemble des difficultés du pays. Il lui faudra sortir d'une forme d'illusion morale qui consiste à voir dans la lutte anti-corruption une solution alors qu'elle ne peut être qu'un moyen. Ne pas le faire, c'est condamner cette lutte à ce qu'elle est aujourd'hui : Un travail de Sisyphe.

Cluj-Napoca, le 19 février 2016
Vincent Henry.
Diplômé IRIS Sup
Doctorant à l'Université Paris-Est. Laboratoire LIPHA

---

[40] Il poserait en premier lieu la question d'une possible légalisation du mariage homosexuel, question encore largement taboue.
[41] Projets déposés respectivement par le député Tudor Ciuhodaru puis par le sénateur Serban Nicolae